

Initiatives ministérielles

Mon temps de parole est presque écoulé, mais je tiens à dire qu'il existe d'autres organismes en Europe qui pourraient être pris en considération. Il y a la Communauté européenne, le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, l'Union de l'Europe de l'Ouest. Aucun de ces organismes n'offre les possibilités que la CSCE est, elle, en mesure d'offrir, parce que la CSCE a une plus grande portée vue qu'elle englobe les pays d'Amérique du Nord, soit le Canada et les États-Unis.

C'est pour cette raison, monsieur le Président, que nous encourageons le gouvernement à participer à la conférence qui aura lieu en Europe, le 19 novembre, en vue de mettre de l'avant des propositions qui permettront de faire de la CSCE un organisme de sécurité plus efficace pour l'ensemble de l'Europe, un organisme qui sera en mesure de contrer les menaces que j'ai énumérées plus tôt et qui remplacera, en temps voulu, l'OTAN et le Pacte de Varsovie.

• (1300)

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, je tiens à remercier les députés pour leur indulgence.

Le président suppléant (M. Paproski): Prenez les 20 minutes.

M. Brewin: Monsieur le Président, je sais que vous laissez entendre par là que je ne suis pas obligé de parler pendant 20 minutes, car nous avons entamé l'heure du déjeuner. Toutefois, je suis très heureux d'avoir l'occasion de parler pendant ces 20 minutes.

Au nom de notre parti, j'aimerais confirmer notre appui à cette motion très importante dont est saisie la Chambre. La motion propose que la Chambre réitère son appui à la CSCE en Europe en tant que lieu de rencontre paneuropéen et transocéanique au sein duquel un nouveau cadre de coopération en matière de sécurité pourrait être instauré. Pour que la CSCE devienne une telle tribune, il faut instaurer ce nouveau cadre tout en maintenant et en rehaussant l'optique générale dans laquelle elle aborde les domaines de la sécurité, de la politique, de l'économie, de l'environnement et des questions humanitaires, une optique qu'il serait possible de renforcer en élargissant sa structure et ses mécanismes, notamment en la dotant d'une assemblée parlementaire.

La CSCE est l'aboutissement de l'Accord d'Helsinki et elle est devenue une tribune qui a fait appel à la participation non pas seulement des membres de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie, mais également d'autres pays européens. Elle a vu le jour dans l'une des périodes d'accal-

mie de la guerre froide et au plus fort des tensions entre les superpuissances. Elle a poursuivi ses activités pendant les années du gouvernement Reagan. Il ne faut pas oublier que les Américains ont accumulé armes et missiles et pratiqué une politique d'intimidation au cours des années de gouvernement Reagan. C'est dire que les perspectives de paix semblaient plutôt sombres.

La CSCE commence maintenant à exercer toute l'influence dont elle est capable dans la foulée des changements ponctuels survenus en Europe avec la désagrégation du Pacte de Varsovie, de tous les régimes communistes en Europe de l'Est et des dispositions qui avaient prévalu jusqu'ici depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. On peut dire de ces dispositions, selon les points de vue historiques professés, qu'elles ont été prises à cause d'une menace appréhendée ou réelle venant de l'Ouest ou qu'elles témoignent des intentions hostiles de la part des pays de l'Est, surtout de l'Union soviétique. Ces deux interprétations ont du vrai.

Walter Lippmann, un commentateur américain réputé, a prétendu, force arguments à l'appui, que l'Union soviétique n'avait jamais envisagé une incursion militaire en Europe de l'Ouest et que l'OTAN a vu le jour largement pour servir de véhicule à l'establishment industriel militaire, surtout américain, pour écouler ses armes et ses ressources. Quoi qu'il en soit, il n'en demeure pas moins que cette organisation est en train de s'effondrer actuellement. En effet, on ne peut plus dire que l'OTAN a encore une vocation militaire parce qu'elle ne fait plus l'objet d'aucune menace de la part des pays du Pacte de Varsovie, dont l'Union soviétique.

L'un des principaux pays du Pacte de Varsovie, l'Allemagne de l'Est, a disparu, absorbé par l'Allemagne de l'Ouest. Les deux Allemagnes forment maintenant un nouveau pays. D'autres pays comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Pologne, sont, à toutes fins utiles, nos alliés. En tout cas, ils ne déploient certes plus de force militaire menaçante. On peut dire que le Pacte de Varsovie vit ses dernières heures. Il va de soi que l'Union soviétique n'a ni les moyens ni la volonté nécessaires pour se lancer dans une invasion quelconque de l'Ouest à cause des bouleversements internes et des terribles problèmes économiques qui l'agitent actuellement. La perspective d'une guerre en Europe, qui a servi de prétexte à des dépenses de milliards de dollars prélevés sur les économies des pays de l'Ouest et au maintien des troupes en Europe, s'est maintenant évanouie. Cette menace